# CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 68.009/2
du 7 octobre 2020

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'assurance peut conclure des conventions en application de l'article 56, § 2, alinéa 1er, 1°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour l'intervention dans le coût d'un traitement avec hadronthérapie'

# RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 68.009/2
van 7 oktober 2020

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité overeenkomsten kan sluiten met toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 1°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, voor de tegemoetkoming in de kosten van een behandeling met hadrontherapie'

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

Le 10 septembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et de la Migration à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'assurance peut conclure des conventions en application de l'article 56, § 2, alinéa 1er, 1°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour l'intervention dans le coût d'un traitement avec hadronthérapie'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 7 octobre 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 octobre 2020.

*

Op 10 september 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité overeenkomsten kan sluiten met toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 1°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, voor de tegemoetkoming in de kosten van een behandeling met hadrontherapie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 7 oktober 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 oktober 2020.

*

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## OBSERVATION GÉNÉRALE

Conformément à l'article 56, § 2, alinéa 1er, 1°, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée »), le Roi doit fixer les conditions dans lesquelles les conventions visées peuvent être conclues par le Comité de l'assurance. Ces conditions doivent toutefois être fixées dans le respect des principes qui caractérisent le droit public belge et qui impliquent que ces conditions comprennent à tout le moins les éléments essentiels de la réglementation concernée [1].

Force est toutefois de constater à cet égard que le projet d'arrêté royal soumis pour avis se limite à définir les parties à la convention, les types de dépenses couvertes par l'intervention et la catégorie visée de bénéficiaires.

Le projet, spécialement son article 5, § 1er, laisse pour le surplus les autres éléments du régime se régler par convention. Cela implique que les différentes conventions devront régler des éléments essentiels, tels que ceux relatifs aux montants des interventions.

Dans la mesure où le texte en projet ne définit pas avec suffisamment de précision les conditions d'intervention, il pourrait y avoir un risque de voir les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination mis à mal.

Concernant ces montants, l'opacité du système mis en place est encore renforcée par le fait que l'article 4, alinéa 5, du projet autorise la convention entre le Comité de l'assurance et la Conférence des hôpitaux académiques de Belgique à déterminer « la composition » et « les pouvoirs » d'un Conseil scientifique et d'un conseil d'accord, lesquels se voient confier des prérogatives fondamentales dans le cadre du projet examiné, dont notamment celle, prévue à l'article 5, § 2, du projet, de « prendre une décision d'octroi de l'intervention dans le coût d'un traitement par hadronthérapie ». Le système mis en place aboutit donc à ce que l'intervention de l'assurance-maladie invalidité, dont le Roi est chargé de fixer les conditions en application de l'article 56, § 2, de la loi coordonnée, soit déléguée à un comité institué par une convention elle-même conclue entre un comité d'un organisme public et une conférence d'acteurs privés, le tout sans que ne soit même ménagé un pouvoir d'approbation du ministre politiquement

[1] Voir not. en ce sens les avis nos 66.810/2 et 66.811/2 donnés le 6 janvier 2020 sur respectivement un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'assurance peut conclure une convention avec un centre médico-social pour les travailleurs du sexe' et sur un projet d'arrêté ministériel 'fixant le livre de la qualité des centres médico-sociaux pour les travailleurs du sexe, visé à l'article 1er, § 3, de l'arrêté royal du mois 20YY, fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'assurance peut conclure une convention avec un centre médico-social pour les travailleurs du sexe' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66810.pdf et http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66811.pdf).

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

responsable sur les mécanismes et modalités d'intervention de l'assurance qui seront décidés dans le cadre de la convention visée.

Il y aurait donc lieu de définir avec davantage de précision les conditions d'intervention dans le projet à l'examen, les parties à la convention pouvant, le cas échéant, être chargées de fixer les modalités concernant les éléments décrits par le Roi.

C'est sous cette réserve que sont formulées les observations suivantes.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 4, il convient de préciser la date à laquelle l'Inspecteur des Finances a rendu son avis.

2. À l'alinéa 5, il convient de préciser la date à laquelle le Ministre du Budget a donné son accord.

### DISPOSITIF

### Article 1er

1. L'article 1er dispose que

> « […] des conventions peuvent être conclues entre le Comité de l'assurance du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, les Centres de radiothérapie qui satisfont aux critères mentionnés à l'article 3 et des centres d'hadronthérapie spécialisés ».

Tel qu'il est rédigé, l'article 1er laisse à penser que les conventions pouvant être conclues sont tripartites.

Interrogé à cet égard, le délégué a précisé ce qui suit :

> « L'article 1er du projet d'arrêté royal en question permet la conclusion deux types de conventions :
>
> – d'une part entre le Comité de l'assurance et les centres d'envoi ;
>
> – d'autre part entre le Comité de l'assurance et les centres d'hadronthérapie spécialisés.
>
> Il ne s'agit donc pas de conventions 'tripartites' ».

La formulation de l'article 1er sera par conséquent revue en ce sens.

2. Conformément à l'article 1er, une des parties à la convention pour l'intervention dans le coût d'un traitement avec hadronthérapie est un des « Centres de radiothérapie qui satisfont aux critères mentionnés à l'article 3 ».

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

L'article 3 vise quant à lui non pas les centres de radiothérapie, mais bien « les établissements hospitaliers qui souhaitent conclure une convention comme centre d'envoi ».

Interrogé à cet égard, le délégué a précisé ce qui suit :

> « Ce sont les hôpitaux disposant d'un service de radiothérapie agréé et d'un programme de soins complet en oncologie qui concluent une convention avec l'INAMI afin que leurs services de radiothérapie puissent orienter les patients pour l'hadronthérapie vers des centres spécialisés dans ce domaine. Ces services de radiothérapie agréés remplissent les normes d'agrément fixées par l'autorité compétente.
>
> Le texte doit être clarifié. Les centres d'envoi, par opposition aux centres de traitement, doivent faire partie d'un établissement hospitalier et les conventions avec les centres d'envoi sont donc conclus avec l'établissement hospitalier auquel ils appartiennent ».

La formulation de l'article 1er sera par conséquent revue en ce sens.

## Article 2

1. À l'article 2, 2°, les mots « pour l'aller au début et le retour en fin de traitement », qui figurent dans le texte français, ne correspondent pas aux mots « bij het begin en het einde van de behandeling », qui figurent dans le texte néerlandais.

Il y a lieu d'éliminer cette discordance.

À cet effet, de l'accord du délégué, les mots « pour l'aller au début et le retour en fin de traitement » seront remplacés par les mots « au début et à la fin du traitement ».

2. À l'article 2, 3°, de la version française, de l'accord du délégué, les mots « la même institution hospitalière » seront remplacés par les mots « le même établissement hospitalier », conformément à la terminologie usitée dans la loi coordonnée.

3. À l'article 2, 3°, interrogé quant à la justification de la réduction de la rémunération dans l'hypothèse où le centre d'hadronthérapie spécialisé est situé dans le même établissement hospitalier que le centre d'envoi de radiothérapie, le délégué a précisé ce qui suit :

> « Le centre de proton de l'UZLeuven fait partie du service de radiothérapie agréé de l'UZLeuven. Si le service de radiothérapie de l'UZLeuven est le centre d'envoi, nous supposons que la coordination de l'orientation du patient vers le centre de proton au sein du même service est plus simple que si cela se fait à partir d'un autre centre. Cependant, la préparation d'un dossier de demande d'intervention par l'INAMI est également nécessaire dans ce cas et requiert le même effort que dans un autre centre d'envoi. C'est pourquoi, dans le cas d'un centre thérapeutique et d'envoi situé dans le même hôpital, il est proposé de rembourser 50 % du montant forfaitaire prévu pour un centre d'envoi qui assure la coordination ».

Il est pris acte de cette justification.

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

Article 4

1. À l'alinéa 2, interrogé quant à la portée des termes « complétée avec des critères complémentaires », le délégué a précisé ce qui suit :

> « Cette précision est importante car, d'une part, il existe une liste d'indications retenues (le type de tumeur) et, d'autre part, des critères supplémentaires à remplir ont été ajoutés (comme par exemple, aucun autre traitement équivalent n'est disponible, le traitement est destiné à être 'curatif', c'est-à-dire qu'il vise à 'guérir' l'affection et n'implique pas une 'irradiation palliative'). Il s'agit donc de conditions supplémentaires qui doivent être remplies cumulativement avec la condition principale en question ».

Par ailleurs, les alinéas 1er et 2 seront fusionnés de manière à omettre du premier les mots « publiés sur le site web de l'INAMI », redondants avec la seconde phrase de l'alinéa 3.

Enfin, aux alinéas 1er à 3, le mot « critères », qui figure dans le texte français, ne correspond pas au mot « voorwaarden » qui figure dans le texte néerlandais [2].

Il y a lieu d'éliminer cette discordance en privilégiant le mot « conditions », conformément à la version néerlandaise.

Il résulte des remarques qui précèdent qu'outre le remplacement du mot « critères » par le mot « conditions » à l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2) de la version française, l'alinéa 1er, résultat de la fusion des deux premiers alinéas, serait rédigé comme suit, par analogie avec le texte néerlandais pour ce qui concerne une partie du dispositif :

> « Le candidat à l'hadronthérapie peut bénéficier du régime faisant l'objet du présent arrêté et des conventions qui sont signées en vertu de celui-ci s'il est lui-même bénéficiaire de l'assurance obligatoire des soins de santé et s'il répond aux conditions établies par le Conseil scientifique sous la forme d'une liste des tumeurs, complétée par des conditions complémentaires établies par le même Conseil ».

2. À l'alinéa 4 du le texte français, de l'accord du délégué, le mot « Comité » sera remplacé par le mot « Conseil ».

3. Dans le texte français de l'alinéa 5, le mot « pouvoirs » sera remplacé par le mot « compétences », par analogie avec le texte néerlandais (« bevoegdheden »).

La même observation vaut pour l'article 5, § 2.

Article 5

1. Interrogé quant à la portée du paragraphe 1er, le délégué a précisé ce qui suit :

> « L'article 5, § 1er, du projet d'arrêté royal prévoit les éléments devant figurer uniquement dans les conventions entre le Comité de l'assurance et les centres d'envoi ».

[2] À l'alinéa 2, les mots « critères complémentaires » qui figurent dans le texte français correspondent bien quant à eux aux mots « bijkomende criteria » qui figurent dans le texte néerlandais.

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

La formulation du paragraphe 1er sera par conséquent revue pour ne viser que les conventions entre le Comité de l'assurance et les centres d'envoi, et non toutes les conventions visées à l'article 1er.

Par ailleurs, le projet gagnerait à préciser également les éléments devant figurer dans les conventions entre le Comité de l'assurance et les centres d'hadronthérapie spécialisés.

2. Au paragraphe 2, de l'accord du délégué, les mots et signe de ponctuation « à l'article 1er, 3° » seront remplacés par les mots et signe de ponctuation « à l'article 4, alinéa 4 ».

3. Tel qu'il est libellé, le paragraphe 2 semble laisser au Conseil d'Accord la faculté de décider ou non d'octroyer l'intervention dans le coût du traitement par hadronthérapie (« […] peut prendre une décision d'octroi […] »).

Interrogé à cet égard, le délégué a confirmé l'absence de caractère facultatif de la décision.

Par conséquent, les mots « peut prendre une décision d'octroi » seront remplacés par les mots « décide de l'octroi ».

*

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## ALGEMENE OPMERKING

Overeenkomstig artikel 56, § 2, eerste lid, 1°, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: "de gecoördineerde wet"), moet de Koning de voorwaarden vaststellen waarin de beoogde overeenkomsten afgesloten kunnen worden met het Verzekeringscomité. Die voorwaarden moeten evenwel worden vastgesteld met inachtneming van de beginselen die het Belgisch publiek recht kenmerken en die inhouden dat die voorwaarden ten minste de essentiële elementen van de betrokken regeling omvatten.[1]

In dat verband dient evenwel vastgesteld te worden dat in het ontwerp van koninklijk besluit dat om advies voorgelegd is, volstaan wordt met het definiëren van de partijen bij de overeenkomst, de soorten uitgaven die gedekt zijn door de tegemoetkoming en de beoogde categorie van begunstigden.

Bovendien worden bij het ontwerp, inzonderheid bij artikel 5, § 1, ervan, de andere elementen van het stelsel geregeld bij overeenkomst. Dat betekent dat de verschillende overeenkomsten essentiële elementen zullen moeten regelen, zoals die in verband met de bedragen van de tegemoetkomingen.

In zoverre in de ontworpen tekst de voorwarden voor de tegemoetkoming niet voldoende nauwkeurig gedefinieerd worden, zou het risico kunnen bestaan dat de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie in het gedrang komen.

Wat die bedragen betreft, wordt de ondoorzichtigheid van het ingestelde systeem nog vergroot door het feit dat bij artikel 4, vijfde lid, van het ontwerp toegestaan wordt dat in de overeenkomst tussen het Verzekeringscomité en de Raad van Universitaire Ziekenhuizen van België "de samenstelling" en "bevoegdheden" van een Wetenschappelijke Raad en een Akkoordraad bepaald worden, aan welke raden in het kader van het voorliggende ontwerp fundamentele prerogatieven toegewezen worden, waaronder inzonderheid dat, vervat in

[1] Zie met name in die zin de adviezen 66.810/2 en 66.811/2, op 6 januari 2020 respectievelijk verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité een overeenkomst kan sluiten met een medisch-sociaal centrum voor sekswerkers' en over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot vastlegging van het kwaliteitshandboek voor de medisch-sociale centra voor de sekswerkers zoals bedoeld in artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit van dd maand 20JJ tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité een overeenkomst kan sluiten met een medisch-sociaal centrum voor sekswerkers' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66810.pdf en http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66811.pdf).

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

artikel 5, § 2, van het ontwerp, om "een beslissing (te) nemen over het verlenen van een tegemoetkoming in de kosten voor de behandeling met hadrontherapie". Het ingestelde systeem leidt er dus toe dat de tegemoetkoming van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, waarvan de Koning met toepassing van artikel 56, § 2, van de gecoördineerde wet de voorwaarden moet bepalen, gedelegeerd wordt aan een comité dat ingesteld is bij een overeenkomst die op haar beurt afgesloten is tussen een comité van een openbare instelling en een raad van privéactoren, en dat alles zonder dat in hoofde van de politiek verantwoordelijke minister voorzien wordt in een goedkeuringsbevoegdheid met betrekking tot de mechanismen en de nadere regels in verband met de tegemoetkoming van de verzekering waarover beslist zal worden in het kader van de beoogde overeenkomst.

Bijgevolg dienen in het voorliggende ontwerp de voorwaarden voor de tegemoetkoming nauwkeuriger gedefinieerd te worden. De partijen bij de overeenkomst kunnen, in voorkomend geval, belast worden met de vaststelling van de nadere regels in verband met de door de Koning beschreven elementen.

De hierna geformuleerde opmerkingen worden dan ook onder dat voorbehoud gemaakt.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

1. In het vierde lid dient de datum van het advies door de Inspecteur van Financiën vermeld te worden.

2. In het vijfde lid dient de datum van de akkoordbevinding van de minister van Begroting vermeld te worden.

### DISPOSITIEF

#### Artikel 1

1. Artikel 1 bepaalt dat

> "overeenkomsten [kunnen] worden gesloten tussen het Verzekeringscomité van de Dienst voor Geneeskundige Verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, de Centra voor radiotherapie die aan de in artikel 3 vermelde criteria beantwoorden en gespecialiseerde hadrontherapiecentra".

Zoals artikel 1 gesteld is, lijkt het alsof bij de overeenkomsten die afgesloten kunnen worden, drie partijen betrokken zijn.

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

"L'article 1er du projet d'arrêté royal en question permet la conclusion deux types de conventions :

– d'une part entre le Comité de l'assurance et les centres d'envoi ;

– d'autre part entre Comité de l'assurance et les centres d'hadronthérapie spécialisés.

Il ne s'agit donc pas de conventions 'tripartites'."

De redactie van artikel 1 moet bijgevolg dienovereenkomstig herzien worden.

2. Overeenkomstig artikel 1 is één van de partijen bij de overeenkomst voor de tegemoetkoming in de kosten van een behandeling met hadrontherapie, één van de "centra voor radiotherapie die aan de in artikel 3 vermelde criteria beantwoorden".

In artikel 3 is dan weer geen sprake van centra voor radiotherapie maar wel van "verplegingsinrichtingen die een overeenkomst willen sluiten als verwijzend centrum".

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

"Ce sont les hôpitaux disposant d'un service de radiothérapie agréé et d'un programme de soins complet en oncologie qui concluent une convention avec l'INAMI afin que leurs services de radiothérapie puissent orienter les patients pour l'hadronthérapie vers des centres spécialisés dans ce domaine. Ces services de radiothérapie agréés remplissent les normes d'agrément fixées par l'autorité compétente.

Le texte doit être clarifié. Les centres d'envoi, par opposition aux centres de traitement, doivent faire partie d'un établissement hospitalier et les conventions avec les centres d'envoi sont donc conclus avec l'établissement hospitalier auquel ils appartiennent."

De redactie van artikel 1 moet bijgevolg dienovereenkomstig herzien worden.

## Artikel 2

1. In artikel 2, 2°, stemmen de woorden "pour l'aller au début et le retour en fin de traitement", in de Franse tekst, niet overeen met de woorden "bij het begin en het einde van de behandeling", in de Nederlandse tekst.

Die discrepantie moet weggewerkt worden.

De gemachtigde is het ermee eens dat daartoe de woorden "pour l'aller au début et le retour en fin de traitement" vervangen moeten worden door de woorden "au début et à la fin du traitement".

2. De gemachtigde is het ermee eens dat in artikel 2, 3°, van de Franse tekst de woorden "la même institution hospitalière" vervangen moeten worden door de woorden "le même établissement hospitalier", in overeenstemming met de terminologie die gebruikt wordt in de gecoördineerde wet.

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

3. Op een vraag in verband met de rechtvaardiging van de vermindering van de vergoeding in het geval dat het gespecialiseerd hadrontherapiecentrum in dezelfde verplegingsinrichting als het verwijzend centrum is gelegen, zoals bepaald in artikel 2, 3°, heeft de gemachtigde het volgende aangegeven:

> "Le centre de proton de l'UZLeuven fait partie du service de radiothérapie agréé de l'UZLeuven. Si le service de radiothérapie de l'UZLeuven est le centre d'envoi, nous supposons que la coordination de l'orientation du patient vers le centre de proton au sein du même service est plus simple que si cela se fait à partir d'un autre centre. Cependant, la préparation d'un dossier de demande d'intervention par l'INAMI est également nécessaire dans ce cas et requiert le même effort que dans un autre centre d'envoi. C'est pourquoi, dans le cas d'un centre thérapeutique et d'envoi situé dans le même hôpital, il est proposé de rembourser 50 % du montant forfaitaire prévu pour un centre d'envoi qui assure la coordination."

Er wordt akte genomen van die rechtvaardiging.

Artikel 4

1. Op een vraag in verband met de strekking van de woorden "aangevuld met bijkomende criteria" in het tweede lid heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Cette précision est importante car, d'une part, il existe une liste d'indications retenues (le type de tumeur) et, d'autre part, des critères supplémentaires à remplir ont été ajoutés (comme par exemple, aucun autre traitement équivalent n'est disponible, le traitement est destiné à être 'curatif', c'est-à-dire qu'il vise à 'guérir' l'affection et n'implique pas une 'irradiation palliative'). Il s'agit donc de conditions supplémentaires qui doivent être remplies cumulativement avec la condition principale en question."

Voorts dienen het eerste en het tweede lid aldus samengevoegd te worden dat uit het eerste lid de woorden "gepubliceerd op de website van het RIZIV" weggelaten worden, aangezien die woorden herhaald worden in de tweede zin van het derde lid.

In het eerste tot het derde lid ten slotte stemt het woord "critères" in de Franse tekst niet overeen met het woord "voorwaarden" in de Nederlandse tekst.[2]

Die discrepantie dient weggewerkt te worden door, in overeenstemming met de Nederlandse tekst, bij voorkeur het woord "conditions" te gebruiken.

[2] In het tweede lid stemmen de woorden "critères complémentaires" in de franse tekst op hun beurt wel degelijk overeen met de woorden "bijkomende criteria" in de Nederlandse tekst.

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

Uit de voorgaande opmerkingen volgt dat naast de vervanging van het woord "critères" door het woord "conditions" in het derde lid (dat het tweede lid wordt) van de Franse tekst, het eerste lid, dat het resultaat is van de samenvoeging van de eerste twee leden, gesteld zou moeten worden als volgt, naar analogie met de Nederlandse tekst wat betreft een deel van het dispositief:

> "De kandidaat voor hadrontherapie kan een beroep doen op het stelsel dat geregeld wordt in dit besluit en in de overeenkomsten die krachtens dit besluit afgesloten worden als hijzelf recht heeft op de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en hij beantwoordt aan de voorwaarden vastgesteld door de Wetenschappelijke Raad in de vorm van een lijst van tumoren, aangevuld met extra voorwaarden vastgesteld door dezelfde Raad."

2. De gemachtigde is het ermee eens dat in het vierde lid van de Franse tekst het woord "Comité" vervangen moet worden door het woord "Conseil".

3. In de Franse tekst van het vijfde lid moet het woord "pouvoirs" vervangen worden door het woord "compétences", naar analogie met de Nederlandse tekst ("bevoegdheden").

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, § 2.

Artikel 5

1. Op een vraag naar de strekking van paragraaf 1 heeft de gemachtigde het volgende aangegeven:

> "L'article 5, § 1er, du projet d'arrêté royal prévoit les éléments devant figurer uniquement dans les conventions entre le Comité de l'assurance et les centres d'envoi."

De redactie van paragraaf 1 moet bijgevolg aldus herzien worden dat daarin alleen verwezen wordt naar de overeenkomsten tussen het Verzekeringscomité en de verwijzende centra in plaats van naar alle overeenkomsten bedoeld in artikel 1.

Het verdient bovendien aanbeveling om in het ontwerp eveneens de elementen te vermelden die opgenomen moeten worden in de overeenkomsten tussen het Verzekeringscomité en de gespecialiseerde hadrontherapiecentra.

2. De gemachtigde is het ermee eens dat in paragraaf 2 de woorden en het leesteken "in artikel 1, 3°" vervangen moeten worden door de woorden en het leesteken "in artikel 4, vierde lid".

3. Zoals paragraaf 2 gesteld is, lijkt het alsof de Akkoordraad de mogelijkheid heeft om al dan niet te beslissen de tegemoetkoming in de kosten voor een behandeling met hadrontherapie toe te kennen ("[…] kan […] een beslissing nemen over het verlenen […]").

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde bevestigd dat de beslissing niet facultatief is.

Bijgevolg moeten de woorden "kan […] een beslissing nemen over het verlenen" vervangen worden door de woorden "beslist […] over het verlenen".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI Pierre VANDERNOOT

‡LW-BGKUOCHAJ-GIAAJUQ‡